



RESIST

Fostering Queer Feminist Intersectional Resistances against Transnational Anti-Gender Politics

The RESIST project: Les enseignements transnationaux



UNIVERSITÉ DE FRIBOURG
UNIVERSITÄT FREIBURG



Lucerne University of
Applied Sciences and Arts

HOCHSCHULE
LUZERN



**Funded by
the European Union**

Funded by the European Union under Project ID 101060749 .

EU Horizon Europe (EU partners); UK Government Horizon Europe Guarantee Scheme (UK partner); Swiss State Secretariat for Education, Research and Innovation (Swiss partners)

Views and opinions expressed are however those of the author(s) only and do not necessarily reflect those of the European Union or British and Swiss funding authorities. Neither the European Union nor the granting authorities can be held responsible for them.

Introduction

Le projet RESIST a analysé les mobilisations, les discours et les politiques antiféministes, anti-LGBTQI+ et anti-genre à travers 5 études de cas : le Parlement européen, le Royaume-Uni, la Pologne, la Suisse et la Hongrie. Les données ont été collectées à partir des archives parlementaires et de la presse et en retraçant les principales controverses publiques au cours de la période 2017-2022.

RESIST a considéré les discours politiques antiféministes, anti-LGBTQI+ et anti-genre comme des éléments clé dans l'Europe contemporaine et au-delà. RESIST reconnaît que la catégorie *anti-genre* est contingente et complexe, et qu'elle risque de suggérer une unité de compréhension et d'objectifs entre les acteurs, les idéologies et les visées qui n'existe pas dans la réalité. Ainsi, la recherche a établi une base empirique solide pour examiner ces politiques en produisant des données qui illustrent comment le genre est utilisé dans les discours et les pratiques politiques et médiatiques.

Dans l'ensemble, la recherche a révélé un paysage politique anti-genre animé, caractérisé par une agitation idéologique et un opportunisme politique, des fixations prononcées et une focalisation fluide sur des cibles et des questions souvent interchangeables. Il existe des continuités évidentes dans le ciblage de l'égalité et celui de la diversité sexuelle et de genre, mais ils se croisent et sont transformés par un répertoire émergent de discours et de pratiques. Nos résultats démontrent que pour suivre le sens et les utilisations de la rhétorique anti-genre, il faut prêter attention aux processus de circulation transnationale, aux alliances politiques non conventionnelles, aux stratégies de création de controverses et à la concurrence pour capter l'attention des médias qui engendrent le discours anti-genre contemporain.

Ce panorama des principaux résultats souligne tout d'abord les rhétoriques anti-genre qui ressortent des études de cas et des discours médiatiques/politiques ainsi leurs objets de prédilection. En développant cet aperçu, elle met au jour les personnes qui se mobilisent et examine ensuite comment les discours anti-genre gagnent et conservent de l'ampleur dans les sphères politiques et médiatiques.

Que ressort-il de l'étude des discours politiques anti-féministes, anti-LGBTQI+ et anti-genre et sur quoi se concentrent-ils ?

L'analyse des mobilisations anti-genre, de leurs contradictions et de leurs contestations montre comment l'idée de genre est appropriée et présentée comme une source de risque pour les enfants, la famille, la nation et l'ordre social. Dans les discours anti-genre, l'idée de genre est souvent présentée comme une menace idéologique extérieure, reproduite par des agents étrangers et nationaux. Par le biais de ces discours, le genre est devenu un encodage

puissant qui condense toute une série de politiques inégalitaires s'opposant à l'avortement et aux droits reproductifs, au mariage pour tous, aux droits des personnes trans, aux études de genre dans les Universités et à l'éducation sexuelle dans les écoles. Dans le même temps, les discours et politiques anti-genre cherchent à progresser en invoquant des projections du bien commun, telles que la défense de la démocratie et de la souveraineté ou la revendication d'une justice refusée à des "majorités réduites au silence", et en négligeant des formes de droits politiquement connotés (tels que les "droits des hommes" (NDT – formule répandue parmi les réseaux masculinistes visant à inverser la rapport de dominations) et les "droits basés sur le sexe" (NDT – formule répandue parmi les réseaux anti-trans visant à imposer une lecture strictement biologique)).

Les conclusions suivantes ont été mises en évidence dans toutes les études de cas :

- **Les notions de genre, féminisme et LGBTQI+ sont présentées comme une menace pour la position privilégiée de la famille nucléaire hétéronormative, les rôles et identités fondées sur le sexe et, de diverses manières, la structure même de la nation.** Lorsque des personnes s'écartent de l'hétéronormativité, elles risquent d'être attaquées pour être partie prenante d'une série de « déviances » sexuelles ou de genre. En d'autres termes, la diversité de genre ne se voit pas accorder la légitimité d'une manière de penser ou d'être au sein d'un arrangement pluraliste, même minimal, ni même acceptée comme un point de différence antagoniste mais légitime. Au contraire, l'idée même de genre est considérée comme un jeu à somme nulle de gains et de pertes, où il ne peut y avoir qu'un seul « gagnant ». Pour les acteurs anti-genre dans tous les contextes et toutes les arènes, le « genre » est présenté comme une idéologie imposée à des populations réticentes, et cette présentation de la diversité de genre et de la non-hétérosexualité comme une imposition est essentielle pour légitimer la force et l'hostilité des politiques et discours anti-genre. Par contraste, ces derniers cherchent à défendre des droits, tels que les droits basés sur le sexe, les droits des parents, le droit d'avoir un père. Ces droits sont affirmés de manière rhétorique sans nécessairement avoir de fondement dans la législation ou la pensée juridique.
- **Les supposées impositions des thématiques du genre et de la non-hétérosexualité à la « société » engendre une nécessité - tout autant supposée - de *défendre les enfants contre les excès et les déformations de « l'idéologie du genre »* et, sous couvert de protection de l'enfance, *foment* la suspicion à l'égard des personnes LGBTQI+.** L'image de l'enfant véhiculée est alors celle d'un être assailli de toutes parts par des tentatives de « sexualisation » ou de conversion par l'endoctrinement idéologique, dans le cadre de ce qui est souvent présenté comme un projet idéologique cohérent et puissant en matière de genre. La panique liée au sexe et au genre est entretenue de manière à laisser entendre que certains aspects des programmes d'éducation sexuelle et les interactions entre les personnes LGBTQI+ et

les enfants représentent un danger intrinsèque pour ces derniers. Il s'agit notamment de sous-entendre ou d'associer directement la pédophilie et la maltraitance des enfants à l'existence et à la visibilité publique des personnes LGBTQI+. Cette fixation renouvelée joue un rôle important dans : (1) la production accélérée d'une panique morale concernant spécifiquement les identités transgenres ; (2) les tentatives accrues de délégitimer l'activisme de la société civile en tant que menace dans les écoles et l'éducation, les espaces publics et les institutions, ainsi que l'organisation sociale et politique. Agir pour la défense des enfants rendrait légitime l'attaque contre la visibilité et la viabilité des vies LGBTQI+, l'activisme politique et les organisations civiques qui cherchent à agir pour l'égalité sexuelle et de genre, y compris l'inclusion des personnes trans.

- **Le discours politique anti-genre se présente comme une défense de la démocratie contre « l'idéologie du genre » qui menace la nation et les sociétés.** Il cherche à progresser en créant des divisions entre les nations hétéro/cis-normatives présumées homogènes et les personnes LGBTQI+. Le fait de traiter la communauté LGBTQI+ comme distincte et différente de la nation et de la démocratie est utilisé pour retirer, atténuer et/ou débattre des droits des personnes LGBTQI+. Cela permet de les marginaliser par le biais de discours qui comportent souvent des éléments de conspiration et reconstituent la « démocratie » comme modalité de reproduction de la nation. Les familles LGBTQI+ sont instrumentalisées comme une menace pour la souveraineté nationale et la démocratie. Les tropes nationalistes s'emploient à présenter le contenu des programmes d'enseignement inclusifs pour les personnes LGBTQI+ comme étranger et extérieur au projet national. Dans le contexte de l'Union européenne, les familles LGBTQI+ sont utilisées par les parlementaires anti-genre comme une menace pour le droit des États membres à établir leurs propres règles. Il s'agit d'une question particulièrement litigieuse qui menace la cohésion de l'Union européenne dans une Europe post-Brexit.
- **L'idéologie du genre est régulièrement tenue pour une importation étrangère introduite clandestinement dans la nation. Elle est considérée comme reproduite de manière illégitime par le biais d'un activisme intérieur qui minerait des valeurs nationales par ailleurs cohérentes. Ainsi, la restauration de la « souveraineté » passe par l'affirmation de nécessaires corrections aux projets d'égalité et de libération, qui sont considérés comme étant allés trop loin.** Cette défense de la souveraineté est essentielle pour garantir la légitimité de cette hostilité à l'égard de l'activisme lié au genre et à la sexualité. La nature volontaire et associative de la société civile est délégitimée par le fait qu'elle est présentée comme élitiste et non représentative, promouvant un programme qui ne bénéficierait d'aucun soutien populaire et qui refuserait d'accepter le caractère « déjà atteint » de l'égalité ou de la tolérance conférée par la nation. L'activisme LGBTQI+ est considéré comme excessif dans ses exigences idéologiques et dans ce que l'on peut raisonnablement attendre

de la société et de la nation. Il est donc présenté comme une menace pour la démocratie.

- **Les mobilisations anti-genre produisent une hypervisibilité hostile aux personnes transgenres.** La nature de cette hypervisibilité varie dans chacun des contextes étudiés, mais dans tous les cas, les personnes transgenres ont fait l'objet de cette hypervisibilité hostile et d'un « débat » incessant sur la légitimité de leur vie et de leurs droits, alors qu'elles sont rarement, selon nos données, invitées à parler de leur propre existence. Cette hyper-focalisation est parfois la conséquence de débats houleux sur les changements législatifs dans différents pays mais, dans nos données, elle est dans une large mesure le produit d'efforts politiques et médiatiques concertés visant à positionner les identités transgenres comme un problème urgent nécessitant un examen public et une intervention politique. Cet effort comporte deux dimensions. La première est une animosité clairement exprimée à l'égard des identités transgenres et de leur perturbation présumée du statu quo en matière de genre et de sexualité. La seconde est que la panique morale concernant les droits et les identités des personnes transgenres est un prisme générateur, à travers lequel se réfractent des formes plus larges d'aversion envers les identités queer, le féminisme intersectionnel, l'autonomie corporelle et la liberté de mouvement. Cela permet alors de relier de multiples questions entre elles et de les mobiliser de manière interchangeable dans la rhétorique politique et le discours médiatique.
- **On observe une intensité et un empressement accrus dans la marginalisation et la maltraitance des personnes transgenres,** qui constituent une forme établie de violence sociale dans chacun des contextes étudiés. Cette focalisation médiatique et politique sensationnaliste n'a pris forme qu'au cours des dernières années. Il est important de souligner la relative nouveauté de cette mobilisation car celle-ci attire l'attention sur le fait qu'elle est le fruit d'une action tactique concertée et organisée. Les personnes transgenres sont ainsi considérées comme problématiques et les populations transgenres autrices de violences sexistes, alors que de nombreuses données montrent que l'inverse est bien plus exact, à savoir que les personnes transgenres sont une cible privilégiée des violences sexistes.
- **L'importance accordée au « problème » des identités et des vies transgenres est directement liée à l'intensification de la délégitimation de l'« activisme » LGBTQI+.** Les décisions des personnes transgenres concernant leur corps sont considérées comme n'étant pas dignes de foi ou de confiance, comme étant le produit d'une mode ou d'un endoctrinement. L'un des principaux moyens de saper la légitimité de l'identité transgenre consiste à affirmer qu'elle est le produit d'une influence idéologique ou d'une manipulation par le biais de formes d'activisme. Non seulement cela efface les capacités des personnes transgenres, mais cela soutient également l'attaque transnationale contre l'activisme en tant que source de corruption idéologique. Par exemple, l'éducation à propos de des identités de genre

est accusée de promouvoir l'« idéologie transgenre » en tant que dimension de l'« idéologie de genre », qui aurait pour but de « sexualiser » les enfants et les jeunes. Ce renforcement mutuel, à son tour, est important pour comprendre comment le militantisme est présenté, dans de nombreux contextes, comme une menace pour la démocratie. L'activisme, dans le cadre anti-genre, est une allégation attribuée de manière vague à des domaines tels que l'accès aux services de santé, aux ressources éducatives, au soutien communautaire, à la défense des droits humains, aux initiatives politiques et aux services de soutien.

- **Les politiques anti-genre peuvent nier les droits et l'autonomie des femmes.** Elles cherchent à faire en sorte que l'hétéronormativité soit reproduite selon des modalités spécifiques au contexte afin d'assurer la reproduction sociale et sexuée de la nation. Elles s'approprient l'autonomie corporelle des femmes pour en faire un lieu de contestation politique et idéologique ainsi qu'un espace de contrôle patriarcal. L'avortement a été identifié comme un lieu de contestation des droits des femmes au nom des valeurs chrétiennes et nationales dans les parlements polonais, hongrois et européen. Dans ces débats, les corps des femmes cisgenres sont présentés comme ayant trop de pouvoir en termes de choix d'interrompre une grossesse ou comme ayant besoin d'une protection paternaliste.
- **Les idées et les actions oppressives sont largement encadrées et justifiées par une invocation des valeurs et pratiques libérales. Celles-ci sont mobilisées par le biais de déclarations répétées et de campagnes de mobilisation, de sorte qu'elles sont légitimées en tant que catégories de droits existantes.** Au Royaume-Uni et en Hongrie, par exemple, le parlement et les médias justifient les mesures anti-trans en se référant à la tolérance établie de la nation, qui est remise en question par défaut de liberté d'expression. Les prétendues violations des droits comprennent également les « droits parentaux » concernant le contrôle de l'éducation sexuelle que leurs enfants reçoivent à l'école, les « droits fondés sur le sexe » des femmes cisgenres utilisés pour justifier les mobilisations anti-trans, et les « droits » des enfants à avoir des parents hétérosexuels. Il existe également une pratique répandue consistant à soutenir le discours anti-genre en faisant appel à la liberté d'expression, les acteurs anti-genre se représentant systématiquement eux-mêmes et leurs points de vue comme étant réduits au silence par des opposants qui ne peuvent pas légitimement réfuter leurs opinions.

Qui sont ceux qui promeuvent et perpétuent les politiques et les discours anti-genre ?

Les recherches effectuées dans le cadre de ce projet de cartographie ont permis d'identifier les principaux acteurs, tout en évitant une vision réductrice de la reproduction des discours et des pratiques politiques anti-genre. L'approche de RESIST met en lumière la manière dont

les médias contribuent à créer et à façonner les politiques et les discours anti-genre. À travers les cinq études de cas, l'accent mis sur les politiques, les médias et la cartographie des acteurs révèle des schémas plus vastes concernant les personnes qui propagent les discours anti-genre :

- **L'hostilité aux droits et identités liés au genre, au féminisme et aux personnes LGBTQI+ est principalement associée aux hommes de la droite conservatrice et radicale/extrême en Europe.** Dans chaque parlement national étudié, les hommes sont massivement responsables de la formulation du discours anti-genre. Ces hommes cis sont principalement, mais pas exclusivement, membres de partis de la droite radicale et de partis conservateurs de droite qui ont de plus en plus convergé vers la droite avec leurs homologues. L'exception à cette domination masculine cisgenre du discours anti-genre se trouve au Parlement européen, où un répertoire revitalisé d'arguments anti-genre est mobilisé de manière égale par les députés européens masculins et féminins des deux groupes de partis de la droite radicale, Identité et Démocratie (ID), et Conservateurs et Réformistes Européens (ECR).
- **Si l'on regarde au-delà des parlements, vers le discours médiatique plus large et l'activisme anti-genre, le « centre » politique, qui ne se conforme pas à un clivage gauche/droite direct, est également actif dans la création de politiques anti-genre.** Par exemple, en Hongrie, la couverture relative des questions trans a dépassé le clivage gauche/droite, contrairement à un antagonisme classique marqué autrement sur les politiques anti-genre. En Suisse, les organes de presse grand public de centre-droit condamnent les méthodes violentes des activistes anti-genre d'extrême-droite tout en présentant leurs préoccupations comme légitimes. Au Royaume-Uni, où la plupart des discours parlementaires s'opposant aux droits des personnes trans émanent du parti conservateur de droite, l'opposition plus large à ces droits est activement entretenue par des réseaux d'activistes souvent positionnés à gauche sur d'autres questions, notamment d'autres formes d'inégalités genrées.
- **L'« idéologie du genre » est systématiquement utilisée comme un terme clé et souvent naturalisé dans le discours des médias de droite.** En revanche, la nature contestée et controversée de cette terminologie est largement reconnue dans le journalisme libéral et celui de gauche. Cette omniprésence médiatique contemporaine contraste avec l'utilisation dominante antérieure du terme en tant que discours politique motivé par les acteurs anti-genre. Il est présent dans les articles d'opinion et les éditoriaux, et constitue un point de référence dans les articles d'actualité, ce qui montre à quel point il est devenu partiellement normalisé par sa circulation.
- **L'activité médiatique crée un espace et un relais cohérent pour les acteurs des réseaux anti-genre, où leurs points de vue sont représentés et diffusés.** Cela positionne les cibles de ces politiques comme faisant l'objet d'un débat et d'une controverse continus, ce qui contribue à l'hypervisibilité des personnes ciblées. La

nécessité systémique de produire un contenu sensationnel et accrocheur dans des environnements médiatiques hautement concurrentiels et en constante évolution confère un avantage significatif aux discours anti-genre. En effet, cette exigence bénéficie de l'antagonisme politique entre les groupes qu'elle prétend représenter et les idéologies « clivantes » et les groupes qu'elle cible, tout en renforçant cet antagonisme. Ainsi, il existe un lien étroit entre les actualités anti-genre pour les acteurs médiatiques dans des environnements d'information concurrentiels et les acteurs politiques qui cherchent à susciter des controverses afin de dominer le débat public, de capturer l'attention et de mobiliser des bases électorales spécifiques. Le statut contesté des questions liées au genre dans les sociétés concernées signifie que les controverses sur le genre ont une valeur commerciale. Cela est observé dans plusieurs contextes médiatiques à travers l'importance accordée aux controverses étrangères et aux personnalités controversées dans la couverture médiatique, ce qui alimente à son tour les commentaires et les opinions anti-genre.

- **L'intérêt marqué des principaux médias et des acteurs politiques pour les contenus anti-genre a bénéficié à toute une série de groupes de campagne et d'activistes très mobilisés. Une dynamique interactionnelle claire se dessine entre les programmes des partis politiques, la couverture médiatique des débats anti-genre et les activistes anti-genre.** Les réseaux composés de groupes de campagne, de groupes de réflexion, de militants politiques et d'entrepreneurs exploitant les médias sociaux, qu'ils soient établis ou nouveaux, peuvent être identifiés grâce aux sources utilisées dans les articles de presse. Cet alignement est souvent perçu comme un « bon activisme », en partie parce qu'il entretient des relations formelles et informelles étroites avec les partis au pouvoir et les médias qui les soutiennent. Le concept de « bon activisme » est souvent associé à des citoyens, des parents et des représentants « préoccupés », qui sont présentés comme ne s'intéressant qu'avec réticence à la politique, alors qu'en réalité, il s'agit souvent de groupes bien organisés dont les campagnes ne répondent qu'en apparence aux événements auxquels elles prétendent réagir.

Comment la politique anti-genre maintient-elle son élan ? Comment les perceptions du problème, des risques et des menaces sont-elles maintenues ?

- **Ce que signifie ou représente l'« idéologie du genre » est adaptable et cela change selon le contexte et au fil du temps. Ces mutations sont essentielles pour faire avancer les discours et politiques anti-genre, et pour faire varier les sujets qui peuvent être écartés ou minimisés du fait de leur association avec le terme.** Dans certains contextes, l'« idéologie du genre » est utilisée avec une certaine constance, par exemple, dans les données britanniques, elle est presque toujours associée au

discours anti-trans. Dans d'autres, l'utilisation de l'« idéologie du genre » mélange différents enjeux et change rapidement de focus entre ceux-ci. Par exemple, en Pologne et en Hongrie, cette confusion peut impliquer des attaques changeantes entre les droits en matière de reproduction, l'orientation sexuelle et les identités de genre, la visibilité et l'activisme LGBTIQ+, ou encore l'éducation sur le genre et la sexualité.

- **L'idée que l'« imposition » de l'« idéologie du genre » est extérieure à la nation et qu'elle a été introduite par divers organismes non représentatifs est fréquemment avancée.** Cette vision suppose des relations d'imposition qui mêlent des raisonnements géopolitiques à des constructions souvent teintées de conspirationnisme. Dans les discours parlementaires et médiatiques hongrois, on retrouve des formulations spécifiques et des invocations plus générales. Par exemple, au Parlement européen, la Convention d'Istanbul est qualifiée de « cheval de Troie » pour l'« idéologie du genre », une accusation particulière qui s'inscrit dans un discours plus large selon lequel « l'Occident » menacerait le statut conservateur de la Hongrie. Dans certains médias hongrois, l'« idéologie du genre » a été comparée à l'immigration en Hongrie, présentée comme une expression du « pouvoir mondialiste », évoquant ainsi la théorie du « grand remplacement ». Une rhétorique similaire est répandue dans les médias et les discours parlementaires polonais, où Bruxelles/l'Union européenne sont souvent citées comme références spécifiques, voire comme une incarnation de « l'Occident ». Malgré la prévalence du discours sur l'identité de genre dans les médias britanniques, l'idée d'une imposition d'une « idéologie du genre » venant de l'extérieur est absente des données de RESIST, sauf pour quelques parallèles et liens avec un supposé « wokisme » aux États-Unis.
- **La politique anti-genre dépeint les mouvements LGBTQI+ comme dogmatiques – parfois autoritaires – et impliqués dans l'imposition de l'idéologie du genre à des populations réticentes.** Cette représentation crée une image de mouvements puissants et doctrinaux, tels que « l'idéologie queer » en Hongrie et « l'idéologie LGBT » en Pologne. Peu importe le fondement laïque ou religieux de l'activisme anti-genre, les activités, l'inclusion et le travail de ceux contre lesquels il s'oppose sont souvent considérés comme non scientifiques et « militants ». Les données font souvent état de références vagues à un « lobby trans » ou d'autres formulations similaires, mais des organisations spécifiques sont également ciblées de manière intensive.
- **Les anti-genre soutiennent que réduire au silence les acteurs anti-genre est essentiel pour présenter ceux contre lesquels ils s'opposent comme non représentatifs, idéologiques et excessivement « militants ».** Cette affirmation repose sur l'idée que ceux qui leur font face ne peuvent pas gagner démocratiquement l'argument et doivent donc réduire les acteurs anti-trans au silence. Le fait d'être empêché de parler ou de pouvoir dire ce qu'ils considèrent

comme la vérité est ensuite vécu comme conduisant à une injonction morale à s'exprimer, que ce soit au nom de la démocratie, de la nation ou des enfants. Cela peut ensuite être utilisé pour affirmer que les activistes anti-genre « font de la politique à contrecœur ».